



**Crise, Télétravail,
NRP, ... :
La vision de Bercy
selon la DRFIP Locale**



SHADREM NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Ti Coq Bataill'



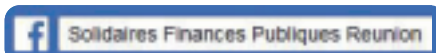
Section de La Réunion

Edition de Mars 2021



*Gramoun la di:
" Ferblan lé vid, la mèm li fé plis dèzord "*

Contact: solidairesfinancespubliques.drif974@dgfip.finances.gouv.fr



Lettre ouverte au DRFIP

Bonjour Monsieur le Directeur

Votre message adressé aux collègues le 12 mars en fin d'après midi nous a, je ne vous le cache pas, un peu refroidis.

La concertation sur le NRP s'est résumée en 2 ans à 2 réunions avec les OS.

La Covid est arrivé au bon moment.

Toutes les avancées obtenues l'ont été parce que nous avons devancé les choses, rencontré tous les élus de ce département, la Déléguée du DG, la direction générale, un conseiller au cabinet de Gérald Darmanin, fait des actions militantes, alerté les médias, la Préfecture... Nous avons demandé en vain à notre Direction locale des renseignements, des informations; la carte initiale préparée par notre Directeur avec 5 personnes dans un bureau, nous l'avons connue par un malheureux hasard. Tout a été compliqué et jamais nous n'avons eu, ne serait ce que le début d'un vrai dialogue social sur le sujet.



Vous arrivez en Janvier 2021, la crise sanitaire vous monopolise , et nous n'avons plus eu signe du NRP.

Suite à notre échange téléphonique et notre courrier demandant la reprise des réunions d'informations aux OS du 12 mars, vous envoyez ce message aux agents, sifflant la fin du match , sans nous avertir avant, sans concertation avec les représentants des personnels.

Le coup est dur à prendre. Une fois de plus après 4 années de néant, nous avons l'impression de passer à la trappe.

Nous avons encore la sagesse, mais peut être est ce de la naïveté de penser que cela n'était pas le but de votre message mais il sera ressenti par les collègues de cette façon.

Toutes les difficultés escamotées, l'in vraisemblable façon dont se sont déroulés les débats sur le NRP , les doutes, les inquiétudes, les calibrages...

Vous êtes probablement pris par le temps, mais dans la mesure où notre Direction Générale maintient la mise en place du NRP dans un contexte difficile, elle doit se donner les moyens de le faire dans une vraie concertation et non pas seulement en faisant semblant de maintenir les apparences.

Nous ne nous prêterons pas à ce jeu là, car ce ne serait ni dans l'intérêt des collègues, ni dans l'intérêt du service et du public.

A une époque où la moindre réunion d'un groupe de travail semble mission impossible, avec des contraintes physiques et technologiques hors de toute mesure, le NRP n'est pas une chose aussi simple que ce que vous avez annoncé dans votre message.

Tant de questions en découlent. Nous aurions pu et dû en parler ensemble avant.

Nous regrettons sincèrement ce message trop rapide et simpliste sur un sujet essentiel sur lequel nous venons de vous interpellé . Nous sommes déçus que vous n'ayez pas pris le temps de reprendre un dialogue avec nous sur le sujet ...jamais sur ce NRP, nous ne vous avons rencontré.

Jamais sur une telle réforme qui va impacter la vie des services pour de très longs mois et les années futures...

Nous sommes obligés de demander un calendrier qui traîne et nous était promis pour discussion depuis janvier avant votre arrivée.

En fait de discussion, 2 réunions en 2 ans ! Très sommaires car il manquait encore trop d'éléments et de réponses à nos questions.

Pour finir d'un trait de plume.! Comme si tout s'était naturellement passé...

Monsieur le Directeur, nous vous l'avons déjà dit, nous sommes pour un dialogue social ferme mais respectueux des rôles de chacun car nous pouvons tous apporter au débat.

Le NRP est un bouleversement mais pas seulement pour les services extérieurs...pour la Direction locale essentiellement, et les questions pratiques risquent très rapidement de mettre en péril tout le réseau ...elles doivent donc être discutées concomitamment et non après.

L'avenir ne se construit pas seulement sur un plan ou une convention.

Le fonctionnement sous Covid nous a appris cela, il nous semble.

Ensemble est un mot auquel vous et nous, nous n'attribuons pas forcément le même sens. Et ce serait bien dommage.

Bien cordialement,
Magali BILLARD



BREVES ...

JT pour les Nuls ?



Le 04 février dernier, notre nouveau DRFiP, M CESTER était invité sur le plateau du JT d'Antenne Réunion.

Il s'est retrouvé à commenter la grève du jour et les suppressions d'emploi.

Nous pourrions utiliser différents hashtag : [#MensongesParOmission](#), [#MéconnaissanceDuDépartement](#)

L'exercice est sûrement difficile, nous en savons quelque chose mais, Monsieur Cester, vous n'avez pas le droit de laisser entendre :

- que le public serait mieux reçu alors que l'administration « bunkérise » ses accueils tout en virant les contribuables
- que les suppressions d'emplois seraient compensés par l'efficacité de nos processus (sourires)
- que 20 % de grévistes n'ont pas d'impact sur les services

20 % de grévistes à La Réunion alors que le taux national est à 6 %, cela veut sûrement dire quelque chose ! Le taux de grève dans le département de la Loire (dernier poste de notre Directeur) a été de 4,67 %. Nous comprenons qu'il n'ait pas tout à fait pris la mesure de nos difficultés, mais de grâce, quelqu'un pourrait-il lui murmurer à son oreille que nous n'avons pas l'habitude d'être dociles quand nous sommes malmenés !

Golf du bassin bleu

Petit message pour nos camarades dans les services, quand la direction évoque la concertation sur le sujet du NRP, n'oubliez jamais que cela a concerné un nombre très limité d'entre vous, qui plus est, dans une obscure salle avec un café bouilli et une bonne soupe à la grimace.

De plus, se concerter, c'est présenter un projet ou à minima, quelques lignes...là, c'était la feuille blanche !

Par contre, dans le même temps et le même mouvement, réunion au sommet au Golf du bassin bleu, pour le commandement de la Direction avec quelques cadres.

Mépris ? Stupidités ? Irrespect ?

Comme cela nous dépasse, nous ne savons pas trop...

peut-être un peu des 3 !

Mais merci à la Direction pour ce délicieux moment où nos militants sont venus interrompre avec force et vigueur ce raout !



On recommence quand vous voulez ? Au Palm ? Au Lux ?

Couvre feu à 18h !

Embouteillages et difficultés de circulation accrues ! Et on était encore en période de vacances scolaires ! A 18h, la moitié de la population réunionnaise est encore sur la route, dans sa voiture, certes, à l'abri du virus ! Mais hors la loi !

Dans ce contexte lourd et angoissant, aucune réponse de notre Directeur à la question sur les éventuelles possibilités d'aménagement des horaires variables pour les collègues que Solidaires lui a adressé le 4 mars. La réponse du PPR, quelques jours auparavant, était, comme à son habitude, propre et administrative, mais dans les faits, on fait comment ?



Dans cette ambiance surréaliste et instable, avec les difficultés familiales et techniques, aussi peu de pragmatisme et d'empathie c'est toujours aussi époustouflant.

Rassurez vous, Messieurs les décideurs, vos collègues n'ont pas l'intention de voler l'administration, pas plus que vous en tout cas ...

Cessez d'ouvrir mécaniquement les parapluies, et de vous comporter comme des logiciels pré-programmés. Votre métier est aussi d'être réactifs et adaptables aux situations d'exception ...

A une période où tout vous semble impossible, répondre à des demandes par mails simples et logiques, organiser un groupe de travail, faire une visio-conférence, trouver une salle, même pour 6 personnes ..., joindre par téléphone une ligne métropole, avoir un réseau internet correct, doter les agents en matériels de télétravail après les avoir encouragés à en faire massivement la demande, trouver une solution pour le renvoi d'appels..., les agents, eux doivent se débrouiller pour s'adapter au couvre-feu.

« Il appartient à chacun de changer ses habitudes de vie ! » Merci de ce conseil judicieux, Monsieur le Directeur des Ressources Humaines.

Nous aimerions aussi que vous vous appliquiez aussi cette maxime concernant vos méthodes de travail !

Télétravail bonjour ! Télétravail encore ! Télétravail toujours !

Ce n'est qu'un seul mot, une seule préoccupation dans les services, une seule attente, une seule colère parfois aussi et des questions essentielles dans un mode de fonctionnement qui bouleverse les habitudes. Trop de questions sans réponses et de flou. Chacun chez soi, devant son écran, des bureaux vides et silencieux, chacun bricole.

Notre demande de Groupe de travail sur le sujet qui date de plus de 2 mois est encore dans les placards. Entre temps, on en organise un autre avec les chefs de service; On dira qu'on est excessif mais celui qui concerne l'ensemble des agents escamoté ... Faut il y voir une volonté délibérée ou la marque d'une totale inertie qui continue ?

Nous avons cru à un changement, nous sommes nous déjà trompés ?

On prend les mêmes et on recommence...

« Techniquement c'est compliqué, ça va venir, la semaine prochaine ...ou plutôt l'autre...la crise COVID, » et l'horizon s'éloigne !

On nous avait parlé d'administration moderne, prête à exploser les habitudes du vieux monde avec le NRP, à changer la face du service public, triste réalité qui nous rattrape ... piétinement, hésitations, pour un groupe de travail ! Vous imaginez la suite !

Peut être nous proposera t-on de parler de télétravail quand nous serons tous revenus en présentiel, que la crise sera derrière nous ...



" Claire...voyance "

Administration moderne et connectée par excellence, la DGFIP a axé une partie du NRP sur le travail à distance, sur les rendez-vous en visio dans les MFS et toutes autres sornettes aussi comiques les unes que les autres.

Bien entendu, les 5 ou 6 génies qui ont conçu le NRP à La Réunion souriaient quand on leur parlait de la qualité du débit internet du département, des zones blanches,

La situation sanitaire du moment est un merveilleux juge de paix...la qualité des visios est si mauvaise que la Direction privilégie l'audio.

L'audio, c'est tout simplement le téléphone.... quel grand pas en avant!

Donc, pour la visio dans les MFS, SIP ou autres services, il faut arrêter de se raconter des histoires...
c'est trop aléatoire!

Au delà de cela, il est possible que notre Direction manque d'agilité et d'adaptabilité sur les outils modernes. Le conseil syndical de Solidaires Finances Publiques a eu lieu en visio avec 80 personnes connectées. Même si cela n'a pas toujours été simple, nous l'avons fait et nos camarades du BN ont adapté les outils.

La Direction est incapable aujourd'hui de tenir un CHSCT ou un CT avec quelques personnes en visio.

Fermez le ban!

Déambul-visio

Le déambul-Visio
by DRFIP 974



Communiquer en période de COVID est une bataille de tous les instants.

Pour faire le CHSCT, 10 jours de tractation, d'échanges téléphoniques et de mails, d'espoirs et de déceptions, d'énergie perdue en quelque sorte.

La visio? Pas possible, car les trois entités du ministère (Finances-Douanes-INSEE) n'utilisent pas le même logiciel. Chacun a ses sécurités, et aucun n'est compatible.

Quant à l'audio conférence, nos téléphones n'ont pas l'accès à la ligne métropole nécessaire.

Nous obtenons une pieuvre (nom charmant donnée à l'appareil d'audio) mais dans l'urgence et avec les remarques du possesseur originel mécontent qu'on la lui arrache pour des syndicats de « m... »

C'est la guerre! Heureusement qu'on ne manque pas de pain!

Puis on nous installe une visio, enfin un ordinateur équipé d'une WEBCAM, vissé sur un déambulateur à roulettes, une brico-visio ...Un prototype de haute volée!

Mais on nous dit bien qu'il ne nous appartient pas, car il est précieux et destiné à voyager sur Champ Fleuri ... En attendant, on devra la mettre sous clef! On sait jamais!

Communiquer est périlleux de nos jours! On vit une époque formidable ...

COLÈRE

Mail du Front, reçu d'un(e) collègue suite au message du Directeur

« Bonjour

On pouvait espérer qu'avec l'arrivée d'un nouveau directeur, le dialogue allait enfin s'améliorer entre les agents et la Direction.

Mais avec le mail du directeur sur le sujet NRP, on se rend compte que nous sommes sur la même ligne de communication habituelle...

Un projet NRP balbutiant en 2020, travaillé en pointillé, lors de réunions réunissant majoritairement des cadres supérieurs.

Combien de réunions se sont tenues avec les agents sur ce projet qui va impacter durablement leur vie quotidienne?

Encore une fois, cela laisse une impression de mépris de notre direction face aux agents qui n'auraient pas le bon grade. Pour avoir l'impression de peser sur les évolutions de nos structures, il faut être au moins de catégorie A, pour les autres, on attendra la visite du Directeur du pôle ressources ... après publication de ce NRP...

Comme à son habitude, la Direction tient compte de l'avis d'une poignée de cadres, les petites mains devront se contenter de remercier le Directeur du pôle Ressources lorsqu'il aura l'amabilité de passer dans les services... lorsque la moitié des agents sera en télétravail.

Quand sera-t-il instauré un réel échange avec le (petit) personnel ou ses représentants, avec un vrai dialogue et une écoute des propositions qui seraient faites par les agents, et non pas un projet ficelé par des groupes de travail, composés à 95% par des cadres supérieurs qui décident pour tous. »

Dialogue et concertation*

C'est bon pour tout le monde ?
Le débat est clos donc...

Jeudi, la moitié du service
est en télétravail...

OK pour jeudi !
Merci de votre participation



* Pour rappel Concertation : dialogue engagé entre tous les acteurs concernés...

Solidaires Finances Publiques VS Inertie



En Août 2020, contre toute attente, la carte confidentielle apparaît sur Ulysse sans que personne ne soit prévenu, y compris le Directeur Régional apparemment. Pendant les vacances scolaires!

Et elle confirmait toutes nos craintes, affichant la suppression de toutes les Trésoreries, un seul SGC sur St Denis, la suppression du SIE de St Benoît.

Demandant des explications à notre Direction, on nous répondit seulement que c'était une erreur. Rien d'autre! refus d'échanges et de discussions! La porte est fermée!

Nous avons alors fait un travail considérable en Intersyndicale avec la CGT, pour rencontrer les collègues paniqués, les élus de ce département, le préfet, les médias, les associations d'usagers, nous avons organisé un débat public... nous avons bien entendu interpellé la déléguée de l'inter-région sur la méthode utilisée.

Solidaires Réunion a également rencontré Monsieur Brugères au Cabinet de Gérald Darmanin et Mme Roux-Trescasses à la Direction Générale, lui exposant les difficultés particulières de notre territoire, et les situations hors norme de nos communes...

Ce n'est qu'après de grosses actions militantes que nous avons enfin eu accès officiel à la carte, afin de pouvoir soi-disant démarrer la concertation, en décembre 2019.

En janvier 2020, une seule réunion avec les Organisations syndicales qui n'est restée que sur des sujets superficiels, avec un dossier totalement impréparé par la Direction...

Nous ne sommes même pas tombés d'accord sur nos désaccords.

Monsieur Deshayes n'a commencé à rencontrer les élus qu'en Février 2020...

Un mois après, tout était interrompu par la réserve électorale puis par le confinement...

La crise COVID a réglé définitivement la question du dialogue social

Les obstacles posés aux tenues de réunion ou de GT et aux déplacements ont été les bienvenus ...

Ensuite, nous n'avons eu aucune autre réunion DRFIP-OS sur le sujet. Aucun bilan des GT métiers (plutôt

sommaires et inefficaces car composés à 90% de chefs de service ou de personnels de direction qui ont quitté les SIP et l'accueil du public depuis de longues années, voire n'en ont jamais fait).

Aucun bilan des GT sur le SPL non plus.

Un CTL avant son départ mais dont le sujet principal était la crise Covid et sa " malheureuse prime". 3 mots sur le NRP au mieux; Toujours en attente!

En janvier 2021 soit un an après la dernière réunion, et suite au départ de Monsieur Deshayes, une seule réunion qui actait ce qu'il avait décidé à son départ.

Cette réunion laissait en suspens la suite dans l'attente de votre arrivée.

Nous attendions la vision du nouveau DRFiP sur ce NRP, nous attendions une vraie concertation sur la faisabilité, sur les calibrages, sur les métiers et le bilan des GT, nous attendions une étude sérieuse sur tous les parties immobilières qui ne vont pas manquer de nous occuper durant ces 2 années, nous attendions des échanges qui n'ont jamais pointé le bout de leurs nez.

Bref, les évolutions sur le NRP ont été obtenues grâce à l'action de Solidaires Finances Publiques et de la CGTR Finances Publiques, qui ont su mobiliser les agents, les collectivités locales et la DG.

Cependant, cela est insuffisant car l'équilibre est trop fragile pour pouvoir pérenniser ces structures. Il faut continuer à se battre pour des emplois et pour des structures mieux calibrées.

Pour la direction, le match n'a jamais commencé!

Pour Solidaires Finances Publiques, le match continue et n'est pas prêt d'être terminé.



Le NRP est là, l'avenir reste à modeler pour SFP 974

Éléments de réflexion et propositions lors de nos rencontres avec la DG

Cet argumentaire reprend les constats, les problématiques, les difficultés déjà évoquées. La réflexion est aujourd'hui impactée par la réorganisation du réseau et la multiplication des services à compétence nationale ou supra départementale avec par définition des missions «support».

Alors que ces nouveaux services s'installent et vont continuer à s'installer à un rythme soutenu, qu'ils concernent de nouveaux modèles d'organisation, il nous semble urgent d'anticiper les évolutions.

Contexte géographique, économique et social.

Ces chiffres sont clairs et le retard structurel apparaît nettement. Depuis la départementalisation, notre économie s'est considérablement transformée pour passer d'une colonie agricole à une région moderne qui possède un tissu économique et varié, et tous les attributs d'une société de consommation. Elle accuse pourtant un taux de chômage élevé et une situation sociale hors norme. Le cocktail chômage, illettrisme, vie chère, manque de logements sociaux, problèmes identitaires, est tout simplement explosif. Des sociétés inégalitaires qui déclassent de fait une partie de la population.

Les services publics qui doivent absorber une partie de ces difficultés sont en retrait par rapport au territoire hexagonal.

Etat des lieux

Ci-joint quelques exemples qui concernent La Réunion.

- Avec une population de 851 000 habitants, La Réunion dispose de 880 agents alors que le Finistère dispose de 1193 agents pour 908 000 habitants soit 313 agents de plus

- Avec 486 000 foyers fiscaux, La Réunion dispose de 6 TM et 6 SIP alors que l'Oise avec 320 000 foyers fiscaux dispose de 23 TM et 6 SIP,

- Avec 51 000 entreprises La Réunion dispose de 5 SIE comme le Maine et Loire qui ne dénombre que 39000 entreprises

- La Réunion dispose de 27 services (fonctionnels) au total pour 851 000 habitants alors que les Pyrénées Atlantiques disposent de 51 services pour 670 000 habitants

- La population moyenne par service est de 31 000 pour La Réunion contre 16 000 pour l'Oise ou 20 000 pour le Maine et Loire

Avec aussi peu de structures et d'agents, l'accueil du public (physique, mails, téléphone) est catastrophique alors que notre département a un énorme besoin dans ce domaine.

Dans ce département forcément « fraudogène » au vu de la faible présence fiscale, le contrôle fiscal présente des marges de manœuvre assez importantes. L'intérêt pour les départements est essentiel : distorsion de la concurrence, consentement à l'impôt... bref, juste une évidence !

Quand elle reprendra ses travaux, pour une meilleure compréhension des territoires ultramarins, la CNS affinera son étude comparative.

L'implantation de nos services et la situation de nos effectifs sont donc clairement sous dimensionnés.

Actions

Les sujets Emploi / Structures ont été au cœur de l'action dans notre territoire. Même si cela n'est pas toujours facile, les combats se sont toujours déroulés dans un cadre national avec le revendicatif du syndicat national. Actions, manifestations, grèves, courriers au DRFiP, délégué-e du DG, fonction publique, Parlementaires, élus locaux, relais du BN, de Solidaires Fonction Publique... Les résultats ont été parfois satisfaisants, parfois décevants !

Pour exemple, la section locale a monopolisé beaucoup de militants et les agents pour combattre le NRP : jours de grèves, tension avec la Direction, référendum populaire, actions médiatiques, le tour d'un nombre incalculable d'élus et de parlementaires. La section a donc fait sa part pour combattre ce funeste projet.

Cependant, nous n'avons pas réussi à renverser totalement la table !

Sur le département, nous avons quand même pu garder l'ensemble de nos structures dans un équilibre qui semble fragile et précaire pour certaines d'entre elles.

Les combats, les actions, les petites victoires ne pèseront pas bien lourd face à la réorganisation d'ampleur qui s'opère sur l'ensemble du territoire et La Réunion risque de payer un lourd tribut à cet essorage du fait de leur situation fragile marquée par un sous-effectif et une faible implantation des services des Finances Publiques.



Réorganisations

Les services relocalisés, à compétence nationale, ou supra départementale s'appuieront sur le travail à distance, la dématérialisation et des organisations d'appui ou de back office qui ont déjà été mises en places avec les centres de services RH (CSRH), les centres de services bancaires (CSB), les pôles juridiques ou d'évaluation domaniale par exemple. Au vu de ce qui se dessine, les nouveaux services correspondent pour l'essentiel, à de nouveaux modèles d'organisation :

- accélérer les opérations de publication des transactions immobilières ;
- simplifier et accélérer le traitement des démarches d'enregistrement de certaines formalités ;
- « accompagner » les entreprises dans le traitement de leurs démarches fiscales ;
- « améliorer » le civisme fiscal ;
- « renforcer l'efficacité » des services chargés de traiter la paye et la retraite des fonctionnaires ;
- « poursuivre l'amélioration » de la prise en charge des demande de renseignements des contribuables

Nous ne faisons que reprendre les termes de l'administration dont nous ne partageons pas le vocabulaire employé. Ces structures vont accélérer les suppressions d'emplois dans plusieurs services territoriaux sur l'ensemble du territoire hexagonal et ultramarins.

Aujourd'hui, cette cartographie s'impose à nous et va bouleverser la structure de nos DDFiP et DRFiP.

Au vu des derniers exercices Emplois, la DG n'hésite plus à supprimer des emplois à La Réunion alors que la situation est désastreuse.

Propositions

La DG oblige La Réunion à contribuer à l'effort national alors que des missions ne sont plus assurées ou sont fortement amoindries.

Au vu des réorganisations nationales en cours, nous pouvons craindre une accélération rapide des suppressions par exemple dans les SIE ou SIP... et on nous vendra que l'accompagnement via le téléphone et/ou e-contacts se fera à distance par un service relocalisé.

Cela va aggraver la situation de nos effectifs mais surtout risque de poser des problèmes liés à nos situations particulières : décalage horaire, difficultés de se faire comprendre à l'écrit et à l'oral pour une partie de la population, particularisme en matière de fiscalité,...

Il nous paraît important d'anticiper ces inexorables évolutions. Cela ne semble pas être le problème de la Direction locale.

Eu égard à notre contexte et aux réorganisations qui s'accélèrent, nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois et le maintien de nos structures. La situation de La Réunion exige même la création d'emplois.

Si la DG nous impose ses réorganisations, nous leur demanderons de créer leurs nouveaux services dans notre département sur la base de nos besoins et de nos contraintes géographiques et sociaux économiques.

Dans le contexte du NRP et des relocalisations, nous comprenons fort bien le chemin de crête sur lequel nous avançons en matière revendicative.

Mais notre sujet concerne l'emploi, les structures sur des territoires où les pouvoirs publics n'ont jamais voulu créer le même niveau de Service Public que dans l'hexagone.

La situation du Service Public dans les DROM/COM est en déshérence pour certains territoires comme Mayotte, et est si déséquilibrée pour d'autres que le Défenseur des droits et le CESE élaborent des avis et des rapports pour mettre en exergue la faible accessibilité aux Services Publics.



BUREAU SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 974

Nom	Fonction ou mandat	Service
BILLARD Magali	Secrétaire	SIP de ST-Denis Est
METRO Eric	Secrétaire adjoint - Administrateur Région Réunion- Mayotte	SIP de Saint Pierre
CAVILLOT Jocelyn	Administrateur adjoint Région Réunion-Mayotte	Trésorerie Municipale et Hôpitaux St-Paul
VALIAMIN Pascal	Conseiller national	PCRP de Saint Pierre
ASSANY Chistine	Secrétaire adjointe	SIP de St-Paul
GICQUIAUD Danny	Secrétaire adjointe - Référente affaires juridiques	PCRP de Saint Denis
CLAIN Stéphane	Secrétaire adjoint	SIE St-Denis Ouest
SEVERIN Anne Kelly	Secrétaire adjointe	Direction St-Denis
MROCZYK Emilie	Secrétaire adjointe - Référente communication	SIE de St-Denis Ouest
VALIAMIN Peggy	Trésorière	Trésorerie du CHU Tampon
BERTHELOT Frank	Trésorier adjoint	Direction St-Denis
CERIEZ Georgette		2ème BDV Saint Pierre
DALLEAU Brigitte		Trésorerie du CHU Tampon
ATCHAMA Jimmy		SIP de St-Paul
METRO Alain		SIP de Saint Pierre
PAUSE Marie Reine		SIP de Saint Louis
POTIN Eddy		SIE de Saint Pierre
PARVEDY Marie Josée		SIP de St-Paul


Solidaires
 Finances
 Publiques 974

Solidaires Finances Publiques
La force de tous les agents de la DGFIP

Solidaires

Solidaires

Solidaires
 FONCTION PUBLIQUE